

Programme énergétique national

céder des recettes. Où le gouvernement prendra-t-il ces 2 milliards de dollars? Le ministre peut obtenir cet argent de deux façons. Il peut l'obtenir en augmentant l'impôt sur le revenu personnel ou en supprimant certains programmes gouvernementaux. Cela veut donc dire que les consommateurs et les contribuables sont encore une fois les dindons de la farce.

En 1980-1981, il en coûtait \$770 en moyenne pour chauffer une maison au mazout au Canada, mais l'hiver dernier, cela a coûté \$1,170. En 1980, les automobilistes canadiens dépensaient en moyenne \$730 en essence; en 1981, il leur en coûtait \$945 l'an dernier. Je n'ai pas de chiffres en main en ce qui concerne les agriculteurs, mais je suis certain que mes collègues des régions rurales pourraient me dire combien il en coûte de plus aux agriculteurs pour faire fonctionner leurs véhicules et leurs machines. Aucune des mesures annoncées ce soir n'aide les consommateurs.

Je rentre tout juste de ma circonscription où j'ai organisé une journée «portes ouvertes» à mon bureau de la banlieue est de Vancouver. On est venu me voir, qui avec sa facture d'électricité pour me faire remarquer que le montant avait grimpé, qui avec sa facture de chauffage pour me signaler là encore que la note avait augmenté. Certains m'ont dit que le montant de leur pension n'avait augmenté que de 8 p. 100 alors que le coût de l'énergie avait progressé de 30 p. 100. Il n'y a rien dans le programme de ce soir pour les aider.

Que propose le gouvernement? Aide-t-il financièrement les personnes âgées? Est-ce qu'il aide les personnes à revenu fixe? Non. Il accorde des subventions à Imperial Oil et aux autres sociétés pétrolières privées. Il accorde 2 milliards au secteur pétrolier qui était pourtant l'un des secteurs d'activité les plus riches.

M. Benjamin: Il l'est encore.

M. Nystrom: Ce sont les amis de Joe Clark.

M. Waddell: Mes collègues à ma droite défendent la libre entreprise. Seulement, est-ce que c'est le secteur privé qui accorde 6.5 milliards de subventions au titre du Programme d'encouragements pétroliers aux sociétés pétrolières? Est-ce que c'est le secteur privé qui vient en aide à Dome Petroleum? Est-ce que c'est le secteur privé qui accorde le super-époussement et autres subventions? Est-ce que c'est le secteur privé? Si oui, j'aimerais bien que les personnes qui sont venues me voir à mon bureau profitent un petit peu elles aussi de sa générosité.

Des voix: Bravo!

M. Waddell: En 1979, les contribuables ont assurés 61.7 p. 100 des profits des sociétés pétrolières qui ont accumulé 4.3 milliards d'impôts reportés. Au titre du programme d'encouragements pétroliers, certaines sociétés vont voir leurs dépenses financées à 93 p. 100 par le trésor public.

Nous du Nouveau parti démocratique, ne sommes pas contre les petites sociétés pétrolières. Le problème tient en partie au fait que le Programme énergétique national est un échec. Les sociétés comme Imperial Oil, Gulf et Shell qui possèdent des raffineries de pétrole et des stations d'essence ont pu absorber les taxes supplémentaires. Par contre, les petites sociétés d'amont ont souffert et le ministre a raison en ce sens de modifier les dispositions concernant la taxe sur les recettes pétrolières et gazières pour les petites sociétés. Seulement, on ne donne pas de précisions sur les \$250,000 minimum ni sur les sociétés

qui n'auront pas à payer la taxe. Cette mesure s'applique à toutes les sociétés. Il faudrait que les dispositions soient plus précises et que l'on vérifie l'usage qui est fait des deniers publics.

Le style et le ton du ministre ce soir étaient remarquables. Chacun sait que lorsque l'on bat en retraite, il faut se défendre et le ministre en bon avocat qu'il est, sait que la meilleure des défenses, c'est l'attaque et c'est pourquoi il veut faire croire qu'il est sûr de lui. Seulement, examinons le Programme énergétique national en oubliant les accusations de programme socialiste car ce n'est pas le cas; envisageons-le d'un point de vue pratique.

• (2130)

Les artisans du Programme énergétique national ont fondé leurs calculs sur la montée des prix mondiaux de l'énergie. On sait ce qui est arrivé. Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources aurait dû savoir dès septembre dernier, comme la plupart des analystes compétents le savaient déjà, qu'il y allait y avoir un surplus de pétrole sur les marchés mondiaux. Je vois le ministre sourire, mais je pense que son ministère aurait dû le savoir. On a bâti le programme en supposant que les prix du pétrole allaient continuer de monter; or voilà qu'ils ont chuté. On a fait des économies d'énergie au Canada, et c'est une bonne chose. Mais je rappelle au ministre qu'il retire aux municipalités 23 millions de dollars pour les programmes d'économies d'énergie, tandis qu'il accorde 2 milliards aux sociétés pétrolières. Nous pourrions économiser bien plus d'énergie si nous y consacrons une partie de cet argent.

Le grand problème est qu'une récession économique sévit à l'heure actuelle. Voilà pourquoi nous allons économiser l'énergie. Je regrette de le dire, mais la récession explique en partie nos économies d'énergie. Si le Programme énergétique national est si décevant, c'est que les planificateurs ont vu dans l'industrie pétrolière une poule aux œufs d'or. Ce n'est pas comme les industries de la fabrication qui doivent emprunter pour s'agrandir. L'industrie pétrolière était en mesure de s'autofinancer. Chaque fois qu'on a voulu changer les règles du jeu comme le gouvernement a voulu le faire au début des années 70, les sociétés pétrolières ont exercé des pressions et les choses ont changé. L'histoire se répète ce soir. Parce qu'elles avaient beaucoup d'argent à leur disposition, elles se sont lancées à la découverte de pétrole et surtout de gaz naturel. Elles voulaient absolument exporter ce gaz naturel.

Le ministre et son ministère ont mis au point le Programme énergétique national et se sont mis à prélever des taxes jusqu'au moment où, ce soir même, le ministre bat en retraite. Les sociétés pétrolières, comme les autres entreprises, ont dû s'adresser aux banques. Ces emprunts leur ont coûté cher, et l'accroissement de la participation canadienne favorisée par le ministre coûtait cher également. Il y a eu ensuite la récession, les taux d'intérêt élevés, et les entreprises se sont retrouvées au beau milieu de difficultés financières.

Si le ministre voulait vraiment aider cette industrie, il ne lui aurait pas accordé 2 milliards. Il aurait plutôt demandé à son collègue le ministre des Finances (M. MacEachen) de diminuer les taux d'intérêt. Ce serait la meilleure manière de venir en aide à cette industrie.